


 [Unifil.pdf](#)
[ONU résolution 1701.pdf](#)

 La résolution 1701 autorise jusqu'à 15 000 hommes à se déployer dans le sud du Liban en renfort de la force intérimaire des Nations-Unies. Mais qui seront-ils ? La FINUL présente dans la région depuis 1978 sera donc renforcée mais les volontaires ne se bousculent pas. La France déjà présente avec 200 hommes devrait constituer le gros des troupes, suivie par l'Italie qui demande le commandement en second de cette nouvelle FINUL. Le ministre italien des Affaires étrangères en visite au Liban a réaffirmé la volonté de son pays de participer. Mais au micro d'une chaîne française, Massimo D'Alema rappelle aussi ses conditions: » Clairement ça sera possible seulement avec une réelle cessation des hostilités, des combats et au moment où la force israélienne commence à se retirer. »

L'actuelle FINUL compte 1991 hommes. La France, l'Italie mais aussi la Chine, l'Inde, l'Irlande, la Pologne, l'Ukraine et le Ghana en font partie. Désormais la France prévoit d'envoyer 2000 à 4000 hommes. L'Italie entre 2 et 3000, l'Espagne jusqu'à 800, le reste étant inconnu. Les contributeurs actuels resteront-ils ? De nouveaux entreranno-ils ? On évoque l'Australie, l'Indonésie, la Malaisie, la Turquie et même l'Allemagne.

La marine allemande pourrait être mobilisée pour contrôler les voies maritimes des côtes libanaises et israéliennes. Mais le débat fait rage. Ce député résume la situation : « **En raison de notre histoire, nous Allemands ne devrions pas refuser de nous engager dans une mission de maintien de la paix. Mais d'un autre côté, on pourrait aussi nous dire que justement à cause de notre histoire, nous devrions faire attention à ne pas être impliqué dans un conflit où nous pourrions nous retrouver un jour à devoir faire face à des troupes israéliennes.** » Le travail de toute évidence est risqué. Tous ceux qui sont passés par la FINUL en garde un souvenir amer.